

64 % ou la ligne rouge de notre dette publique

PIR AMIT BACHHTA, MBA
FONDATEUR & CEO, ANNEAU

Plus un pays, une personne ou une entreprise s'endette, plus sa croissance et / ou ses rendements devraient être plus élevés.

En bien, cela jusqu'à un certain point en fait ! Cela correspond à la loi économique des rendements décroissants. En conséquence, tant que le rendement sur le capital dépasse son coût (qui inclut le coût du capital propre et le coût de la dette), il est judicieux d'en tirer parti.

COMPRENDRE LE CONCEPT SI ESSENTIEL DU CÔTÉ DU CAPITAL, CONTRE LE RENDEMENT SUR CAPITAL À L'AIDE DE L'ALLÉGORIE DU « MARCHAND DE GATO-PIMA ».

Un « Marchand de Gato-pima » nous dirait qu'il doit vendre son Gato-pima à un prix plus élevé que ce qu'il encoûte pour le produire ! Oui, c'est aussi simple que cela. Si le coût du capital du Marchand Gato-Pima (qui comprend le coût des capitaux propres et le coût de la dette) est de 10 % et que son rendement total sur ce capital est de 9 %, il peut clairement voir que son allocation de capital, ses ressources, ses prix de ventes, ses bénéfices, etc., ne correspondent même pas au coût de l'argent que son entreprise de Gato-Pima utilise.

Ce concept très simple et pourtant génial nous semble être apparemment difficile à comprendre ; de par de nombreuses entreprises privées mais aussi par les gouvernements souverains et les particuliers du monde entier.

Par exemple : Maurice produit environ 3,8 % de la croissance économique annuellement pour une dette de 64 % à 70 % (ratio de dette publique / PIB ; selon différentes sources).

En comparaison (purement nominal s'il vous plaît !) la croissance économique de la Chine touchait approximativement 6 % pour une dette par rapport au PIB d'environ 52 % en 2019. La Chine représente une économie d'environ 13 000 milliards de dollars américains alors que nous sommes une économie de 12 milliards de dollars américains !

En termes simples, pour tout ce que vous produisez, votre dette équivaut à 64 % - 70 % de cette production qui ne croît que de 4 % à peine (vous pouvez vous référer à notre retour sur capital par opposition à un coût de la dette locale bien au-delà de 5 % ; notre rendement obligatoire à 10-20 ans).

UNE NOTE PRUDENTE D'UN DOCUMENT DE RECHERCHE DE LA BANQUE MONDIALE, 2010

Un document de travail de recherche perspicace de la

Banque mondiale en 2010 : intitulé "Finding the Tipping Point—When Sovereign Debt Turns Bad" publié par Mehmet Caner, Thomas Grennet et Fritz Koehler-Gelb conclut que :

« ... le seuil du ratio moyen de la dette publique à long terme au PIB sur la croissance du PIB est de 77 % pour l'échantillon complet (pour tous les pays) et de 64 % pour le sous-échantillon des pays en développement. Le dépassement de ces seuils est corrélaté pour les pays, qui renoncent à la croissance du PIB si la dette dépasse ce seuil pendant une période prolongée. Si la dette dépasse ce seuil, chaque point de pourcentage supplémentaire de la dette coûte 0,017 point de pourcentage de la croissance réelle annuelle. L'effet est encore plus prononcé dans les marchés émergents où le seuil est de 64 % du ratio dette / PIB. Dans ces pays, la perte de croissance réelle annuelle avec chaque point de pourcentage supplémentaire de la dette publique s'élève à 0,02 point de pourcentage. L'effet cumulatif sur le PIB réel pourrait être substantiel. Il est important de noter que les estimations contrôlées d'autres variables susceptibles d'avoir un impact sur la croissance, comme le niveau initial du PIB par habitant. »

ENTRETIENS SIMILES

Si un pays comme le nôtre (un pays en développement) maintient un ratio dette publique

/PIB supérieur à 64 % pendant des périodes prolongées, il est très probable qu'un tel effet de levier diminue la valeur créée pour notre croissance économique (d'environ 2 % pour chaque point de pourcentage qui dépasse ce seuil de 64 % ; si notre dette par rapport au PIB devrait rester au-dessus de 70 % sur une longue période de temps et donc un excédent de 6 % pour se déchaîner : excédent de 6 % * 2 % de croissance du PIB perdu = 12 % de croissance du PIB perdu).

LA MAÎTRISE DE LA DETTE RELEVÉ DU GÉNIE

Tant que le dépassement de la dette est « productif » (c'est-à-dire qu'elle crée DIRECTEMENT une croissance supplémentaire du PIB et une facilitation des affaires), nous estimons que même des niveaux d'endettement élevés peuvent être bénéfiques pour une personne, une entreprise ou une

utilisation intelligente de cette dette est ce qui est important. Sinon, il s'agit simplement de distribuer de l'argent gratuit aux « prêteurs d'argent » !

Croissance de la dette publique / au PIB par rapport à la croissance économique de la République de l'île Maurice (ci-dessous graphique : ensemble de données du FMI) démontre clairement une tendance à la

hausse de la dette à vis du PIB tandis qu'une tendance à la baisse / stagnation de la croissance du PIB elle-même à partir de 2008.

Encore une décennie de cette corrélation « négative » et vous devez déduire que nos politiques fiscales ont besoin de réformes réalistes. Les cycles de crédit / dette à long-terme (également motivés par les politiques cycliques monétaires de la banque centrale d'un pays dans un système de réserves bancaires fractionnées) sont les éléments fondamentaux qui conduisent à des cycles économiques. Ces cycles économiques à long-terme ne peuvent donc être manœuvrés que par des politiques monétaires et budgétaires à long-terme saines et coordonnées et donc passent impérativement par l'alignement indéniable des intérêts de la Banque centrale et celui du ministère des Finances / Trésorerie de tout pays.

DANS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ LIBRE (CAPITALISTE), ZÉRO DETTE S'ÉLÈVE À LA STUPIDITÉ

Par conséquent, la dette requiert une utilisation intelligente « productive ». Ainsi : des dettes orientées vers les réformes de l'éducation, la recherche et le développement, les changements de politique « durs » et les investissements « productifs », entre autres.



ANNEAU

« Anneau » est une société de services financiers agréée et réglementée par la Financial Services Commission (FSC) à Maurice.

Au cas contraire, il en résulte « de l'argent dans les égouts ». De plus, le coût de cette dette devrait irrémédiablement être abaissé (en augmentant vos revenus, votre production ; fondamentalement, votre solvabilité, mais aussi en contractant divers parts de cette dette sur différentes échéances ou durées).

EN CONCLUSION : COMBIEN DE MAURICIENS PEUVENT RÉCITER LES NOMS DES 54 PAYS AFRICAINS ? (Sérieusement ? Passerelle vers l'Afrique... ?)

Autrement dit, ce que Singapour est devenu en / pour l'Asie, Maurice devrait le devenir pour l'Afrique. Notre continent mérite d'être (à notre avis le plus humble) et nos décideurs politiques et nos entreprises mettent le cap sur le long-terme.

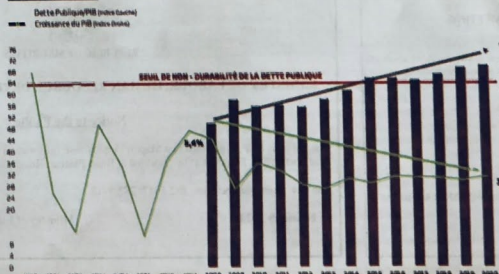
Maurice représente aujourd'hui 0,10 % d'une économie africaine de 3 000 milliards de dollars américains (PIB nominal). Si l'on devait capter l'essence de DIX POINTS DE POURCENTAGE additionnel de cette « bêtise », vous pouvez imaginer la prospérité économique et sociale qui y régnerait pour notre petite société.

Cela devra commencer par une réforme (malheureusement) tardive et indéniable de notre système éducatif : faisant de l'apprentissage d'au moins une ou deux des langues / cultures africaines les plus importantes un programme OBLIGATOIRE aux niveaux primaire / secondaire. L'histoire et l'économie africaines seraient également facultatives, soutenues par des échanges d'étudiants financés par le gouvernement pour des échanges / appréciations culturelles réalistes. Cela produirait inextinguiblement (au cours des prochaines décennies seulement - désolé. Le paradigme structurel et les réformes politiques nécessitent un regard plus loin que le bout de notre nez !) un bassin de main-d'œuvre (talents) prête pour l'Afrique ici à Maurice et ainsi donc soutiendrait réellement le narratif de l'île Maurice comme la porte d'entrée vers l'Afrique :

Un exemple simple et humble de dette « productive » insufflée dans notre système éducatif !

« Au-dessus de 64 % de dette publique par rapport au PIB : l'île Maurice plausiblement perdra 2 % du potentiel de croissance du PIB annuellement sur le long terme pour chaque point de pourcentage excédentaire... »

Corrélation négative entre la croissance de la dette publique et la croissance économique de l'île Maurice 2008-2020



ANNEAU